

✉ ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)

🌐 <https://perspectivesplurielles.net/>



# Perspectives

## PLURIELLES

— Revue scientifique —

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



— N°2 - Avril 2026 —

**TOME II**

*Sciences Humaines et Sociales*

Éditeur :

UFR Communication et Société  
Université Alassane Ouattara  
(Côte d'Ivoire)

# PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II  
(Sciences Humaines et Sociales)

---

N°2 — Avril 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01

Contact : +225 0757504341

<https://perspectivesplurielles.net/>  
[revueperspectivesplurielles@gmail.com](mailto:revueperspectivesplurielles@gmail.com)

# RÉFÉRENCIEMENT ET INDEXATION



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=24999>



Scientific Journal Impact Factor

## CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

**Perspectives Plurielles**  
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process  
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)

 SJIFactor Project Manager  
International Advisory Services  
INNOSPACE INTERNATIONAL

SJIFactor Project



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502>

 INTERNATIONAL  
STANDARD  
SERIAL  
NUMBER  
INTERNATIONAL CENTRE

<https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485>

# ÉDITORIAL

Ce deuxième numéro de Perspectives Plurielles consacre la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et témoigne de la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire en pleine expansion. Riche d'un large ensemble de contributions originales, ce numéro réunit des travaux relevant aussi bien du champ des Arts, Lettres et Langues que de celui des Sciences Humaines et Sociales. L'ampleur du volume reçu, la diversité des laboratoires et institutions représentés, ainsi que la qualité soutenue des manuscrits retenus à l'issue d'une évaluation rigoureuse par les pairs, ont conduit le comité de rédaction à structurer la livraison en deux tomes — un choix qui reflète l'identité propre à chaque grand champ tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble études littéraires et travaux en sciences du langage, mobilisant aussi bien des œuvres canoniques que les langues africaines dans une perspective comparative. Le Tome II déploie un large éventail de problématiques en géographie et aménagement du territoire, sociologie, anthropologie et criminologie, sciences de l'éducation, psychologie et communication, sciences politiques, droit, philosophie, histoire et fait religieux. La diversité des terrains étudiés — Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Gabon, Togo, République démocratique du Congo et République du Congo — illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'y dégagent : résilience environnementale et sociale, inscription du numérique dans les pratiques quotidiennes, transformations urbaines, gouvernance des ressources naturelles, mémoire historique et recompositions identitaires.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

# COMITÉ DE RÉDACTION

## *Directeur de Publication :*

M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

## *Secrétariat de rédaction*

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann  
Michel, Université Alassane Ouattara

Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael,  
Université Alassane Ouattara

Dr KOUAMÉ Koaténin, Université  
Alassane Ouattara

Dr KONAN Aya Suzanne, Université  
Alassane Ouattara

Dr AKABLAH Tchoumou Léopold,  
Université Alassane Ouattara

Dr Kouamé Alain SARAKA, Université  
Alassane Ouattara

Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME,  
Université Alassane Ouattara

Dr Kouakou Camille GOLI, Université  
Alassane Ouattara

## *Comité Scientifique et de Lecture :*

Prof. Lazare Marcelin POAME,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Pierre KAMDEM, Université de  
Poitiers, France ;

Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël  
OURA, Université Alassane Ouattara-  
CRD, Côte d'Ivoire ;

Prof. Atta Jacob BRINDOUMI,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Prof. SOW Ndioro, Université Gaston  
Berger, Sénégal ;

Prof. Fabio VITI, Université Aix-  
Marseille, France ;

Prof. François LAMBOTTE, Université  
Catholique de Louvain, Belgique

Prof. Konan Arsène KANGA, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Kacou GOA, Université Félix  
Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;

Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Prof. Eveno Emmanuel, Université  
Toulouse Jean-Jaurès, France ;

Prof. Kouakou Désiré M'BRAH,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire.

Prof. Göbel Christof, Universidad  
Autónoma Metropolitana de Mexico,  
Mexique ;

Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université  
Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Jean Joël BAH, Université  
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Koffi Syntor KONAN,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire ;

Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO,  
Université Alassane Ouattara, Côte  
d'Ivoire.

# Sommaire

## Géographie, environnement et aménagement du territoire

### **AKABLAH Tchoumou Léopold**

1. Extraction du kaolin à Bingerville (Côte d'Ivoire) : entre résilience et enjeux de durabilité .....1-14

### **AHOSSIN Rodrigue, OUSSOU Cossi Brice, WOKOU Guy et YABI Ibouaïma**

2. Contraintes du développement de l'agrumiculture (orange) : alternatives de résilience du système agricole dans la commune de Za-Kpota au Sud-Bénin .....15-34

### **Yao Dieudonné KOUASSI, Saï Pou SOUMAHORO et Soungari FOFANA**

3. Influence du redressement pluviométrique récent sur le rendement de l'igname (*Dioscorea* spp.) dans la sous-préfecture de Dabakala (Nord de la Côte d'Ivoire).....35-50

### **KOUAMÉ Kouassi Christophe et BAZOUMANA Diarrassouba**

4. Gestion des déchets dans le paysage urbain de Vavoua (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) : défis actuels et perspectives d'avenir .....51-65

### **TUO Yessonguigna Léa épse KONAN et SILUÉ Pébanagnan David**

5. Rôle du barrage hydro-agricole de Nouplé dans la durabilité des ressources aquatiques : cas du département de Korhogo .....66-79

### **Mory SIBY, Hamadoun TRAORE et Charles SAMAKE**

6. Les taxis-tricycles : un nouveau mode de transport aux effets mitigés dans la commune urbaine de Kati (Mali) .....80-97

### **Ibra FAYE, El Hadji Balla DIEYE, Henri Marcel SECK, François Ngor SENE, Djiby YADE et Insa DIATTA**

7. Influence des fluctuations climatiques et hydrologiques sur les transformations environnementales dans les Niayes (Sénégal).....98-116

### **Boni Romulus BIAOU et Hervé A. KOMBIENI**

8. Déterminants démographiques de l'accessibilité physique des établissements scolaires aux élèves handicapés à Parakou (Bénin) .....117-133

### **Alla Kouadio Jean Parfait, Bassa Koffi Jean-Claude et Alla Della André**

9. Production de bois-énergie à Dimbokro (Côte d'Ivoire) : vulnérabilités écologiques, impacts sanitaires et perspectives de durabilité.....134-148

### **Insa DIATTA, Tidiane SANÉ, Ibra FAYE et François Ngor SÈNE**

10. Dynamique de l'occupation des sols en pays balant (Moyenne-Casamance, Sénégal) dans un contexte de variabilité pluviométrique.....149-168

### **Achille Roger TAPÉ, N'zué Pauline YAO épse SOMA et Marc Koffi KOFFI**

11. Disponibilité foncière et viabilité du maraîchage dans l'espace périurbain à Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire).....169-178

### **Konan Norbert KOFFI, Anicet Renaud GNANKOUEN, Affoué Sonya ALLA et Couado Amanda GOH**

12. Les déterminants de l'étalement de la ville de Boundiali dans un contexte de planification urbaine .....179-194

**Fatogoma YÉO**

13. Dynamique démographique et accès aux établissements primaires publics à Abobo (Nord d'Abidjan).....195-210

**Kafilatou T. SOUBEROU, Irène S. Samson KOSSOU, Dodzi ADAHA, Tranquillin YADOLETON, E. Orens HOUDEGBE, A. Quinette TCHINTCHIN, B. Baudelaire DASSOU, Isabelle DAGA et Euloge OGOUWALÉ**

14. Analyse de la résilience sociale des communautés aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville au Bénin .....211-228

**Marina Lyonel MALOUONO-LIVANGOU et Joseph Edmé SOUAMY-LEGRAND**

15. Urbanisation et îlot de chaleur urbain à Djambala (République du Congo) : analyse de l'occupation du sol par télédétection sur la période 2000-2024 .....229-243

**Charles Aimé KOUASSI et Bébé KAMBIRÉ**

16. Analyse physico-chimique et biologique de la pollution des eaux de la lagune Ébrié à Abobo-Doumé (Abidjan, Côte d'Ivoire) .....244-259

**Irène Sèmédéton Samson KOSSOU, Kafilatou T. SOUBEROU, Adéréwa Aronian Maximenne AMONTCHA, Pocoun Damè KOMBIENOU et Euloge OGOUWALE**

17. Typologie des espaces verts et perceptions sur leur contribution dans l'atténuation des inondations à Cotonou (Bénin, Afrique de l'Ouest).....260-278

**Théophile 2e Jumeau KABRÉ, Songanaba ROUAMBA et Amadou OUEDRAOGO**

18. Disparités spatiales des conséquences sanitaires de la consommation alimentaire des ménages à Ouagadougou .....279-297

**Agnès VISSOH et Akibou AKINDELE**

19. Relation entre les paramètres climatiques (température, humidité et pluviométrie) et l'incidence de la méningite dans la zone sanitaire Tanguiéta-Matéri-Cobly (Bénin, Afrique de l'Ouest) .....298-319

**Sylvain Roger BONKOUNGOU**

20. Approvisionnement en eau potable à Koudougou (Région de Nando – Burkina Faso) : état des lieux et stratégies pour une gestion efficiente.....320-337

**Enoch Attougré KOFFI et André Della ALLA**

21. Analyse et cartographie du risque paludisme en milieu urbain : cas d'Abobo (Abidjan).....338-356

**Kouamé Frédéric N'DRI**

22. Fiscalité sur les intrants zootecniques et insertion socio-économique des jeunes ruraux : analyse de l'impact de la TVA dans la sous-préfecture de Bouaké (Côte d'Ivoire) .....357-374

**SORO Souleymane, ZOGBO Zady Edouard et KONE Basoma**

23. Analyse de l'implication des femmes dans la production et transformation du manioc dans les sous-préfectures de Yamoussoukro et Lolobo (Côte d'Ivoire).....375-391

**Fasséry KONATÉ et Kouadio Joseph KRA**

24. Analyse de la répartition spatiale des structures de police publique dans la lutte contre l'insécurité urbaine à Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire.....392-406

## Sociologie, agro-sociologie, anthropologie, criminologie et ethnologie

- TAGRO Marcelle-Josée épouse NASSA, N'GUESSAN N'Dah Konan Prince Romaric et DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot**  
25. L'inclusion sociale à l'épreuve du renouvellement urbain : production de l'espace et justice spatiale à Abidjan.....407-424
- Kouassi Angenor YAO et Kouamé Franck YAO**  
26. Impact culturel et perceptions des populations d'Attinguié au programme « PEJEDEC 3 » : cas du sous-projet « THIMO » dans la sous-préfecture d'Anyama .....425-435
- KOUAKOU Bah Jean-Pierre, FANNY Navouon, ASSI Aka Bah Laurice et OLATAYO Olatundé Ludovic**  
27. Perceptions populaires liées aux méthodes contraceptives chez les communautés baoulé et malinké dans la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire) .....436-451
- Mandjin Adama SOULAMA et Félicité BIHOUN**  
28. Le baptême chez les Ciranba : rituel de nomination, identité et inscription sociale .....452-472
- Ibrahim HAROUNA OUSMANE et Amadou OUMAROU**  
29. Du terrorisme à la géocriminalité : stratégie du groupe « Lakurawa » dans la région de Dosso (Niger) .....473-483
- M'Bra N'Goran Marie-Joseph YAO, Dimi Théodore DOUDOU et Brou Ghislain KOUADIO**  
30. Analyse des déterminants du refus de l'installation du centre de prélèvement de la COVID-19 à Yopougon-Toits-Rouges (Abidjan, Côte d'Ivoire).....484-500
- Assamoi Omer YAPI**  
31. Insertion socio-économique des jeunes citadins gwa ruralisés et conflits fonciers à Alépé.....501-521
- Robert Lorimer ZOUKPÉ**  
32. Facteurs sociaux de la fragilisation des règles de succession à l'autorité royale : le cas du royaume de Sakassou (Côte d'Ivoire).....522-537
- Brou Gbalou David KOUASSI**  
33. Intégration interrelationnelle et configurations urbaines de l'expérience migratoire au Canada : comparaison Montréal–Sudbury.....538-550
- Aristophane A. SOUKOSSI, Ingrid Sonya ADJOVI et Guy Sourou NOUATIN**  
34. Caractérisation des acteurs de la chaîne de la mobilisation des ressources financières pour le développement rural au Nord Bénin.....551-570
- ## Sciences de l'éducation et psychologie / Communication
- Moulin Aymar MBINA YEMBI**  
35. Rôle de la sécurité psychologique dans la relation entre inclusion organisationnelle et bien-être lié à la déconnexion psychologique des salariés.....571-583
- Abakar Mahamat HASSABALLAH et Saibou Christine VALDA**  
36. Éducation environnementale et comportements écologiques des élèves à N'Djamena.....584-597

<b>Mamadou SALL, Mame Diarra CAMARA, Mamadou DIENG et Séga GUEYE</b>	
37. Les technologies de l'information et de la communication comme alternative au déficit expérimental dans l'enseignement des sciences physiques au Sénégal .....	598-611
<b>Aboubekr THIAM, Alhoudourou A. MAIGA, Abibou DIOP, Alassane DIOP et Richard HOTTE</b>	
38. Jeux sérieux éducatifs et ancrage socioculturel africain : le projet AMI à Kalani au Nord du Mali.....	612-627
<b>Placide MENGOUA</b>	
39. Work centrality, self-efficacy and social loafing among university support staff in Cameroon: a mediation analysis .....	628-641
<b>Djirekar Thierry MEDA</b>	
40. Épreuves psychologiques dans le processus de gestion du changement organisationnel chez le personnel d'une société d'État : cas de la Société des Aéroports du Faso (SAF) .....	642-658
<b>Ulrich Ariel YEKE PENDI</b>	
41. L'influence de la drépanocytose sur les capacités de mémorisation chez l'enfant âgé de 4 à 5 ans.....	659-677
<b>AHMAT Abdoulaye Bichara</b>	
42. Gestion de la discipline et lutte contre la violence estudiantine au campus universitaire d'Ardep Djournal de N'Djamena .....	678-700
<b>Sékou SAVADOGO, Léonce RAMDE, Harouna DERRA et François SAWADOGO</b>	
43. Évaluation du niveau d'entretien des manuels scolaires du cycle primaire au Burkina Faso.....	701-716
<b>Roger KABATA MULUNDU</b>	
44. Éducation environnementale dans les médias audiovisuels de Kinshasa .....	717-732
<b>Assagaye AGAISSA et Fassouma YAHOUZA AMADOU</b>	
45. L'utilité de la carte dans l'enseignement-apprentissage de la géographie au Niger : cas du lycée Amadou Kouran Daga de Zinder.....	733-750
<b>Inagnibomoua Kader KANE et Rosamour Gassien Aymar TSAMBA-NDZEDY-MOUGHOUA</b>	
46. La vie du couple à l'ère du numérique au Gabon : qu'en est-il du lien conjugal ? .....	751-765
<b>Sciences politiques, droit et philosophie / Histoire et religion</b>	
<b>BOTTY Bi Naga Landry</b>	
47. Les démocraties contemporaines à l'épreuve des réseaux sociaux.....	766-779
<b>Cédric Gouama Sidbeniwend COMPAORÉ</b>	
48. La société contre la peur : relecture rousseauiste de la résilience politique en contexte de crise sociale .....	780-793
<b>Pauline Vanessa NTSAME MINTSA ép. ZUE ESSANGUI</b>	
49. Transformations numériques en Afrique : réflexion juridique sur les mutations contemporaines du droit pénal à partir du cas gabonais .....	794-810
<b>Amani Stéphane N'GUESSAN</b>	
50. Droits civils et politiques en période électorale : enjeux et défis pour l'Afrique .....	811-829

<b>Cyrille Aymard BEKONO</b>	
51. L'Afrique subsaharienne et la Chine : des trajectoires de développement différenciées vers une relation idyllique .....	830-848
<b>ANZIAN Mlan Kouakou Pierre</b>	
52. La médiation numérique de la foi chrétienne : entre opportunités d'évangélisation et défis éthiques .....	849-864
<b>Seybou DJIBO</b>	
53. La guerre des courants islamiques au Niger .....	865-887
<b>Kouadio Jean DIBY et Zroh Grâce Fetana DEMAIN</b>	
54. De la résistance à l'administration de Biankouma de 1895 à 1920 .....	888-903
<b>Sié François KOUAKAN</b>	
55. Transformation socio-culturelle au Sudan à l'épreuve des migrations (XIe-XVIe siècle).....	904-914
<b>Mathieu SITIONON</b>	
56. L'Institut biblique de Yamoussoukro, matrice du leadership évangélique (1965-1995) : analyse des parcours pastoraux et de la pluralité des formes de ministère en Côte d'Ivoire .....	915-931
<b>Mamadou Mariame DIALLO</b>	
57. Difficultés d'abolition et conséquences socioculturelles de l'esclavage et de la traite négrière en Ségambie (1905-2025) .....	932-946
<b>BAKAYOKO Djakaridja</b>	
58. La bataille politique en Côte d'Ivoire après la mort de Félix Houphouët-Boigny : 1993-1995.....	947-962
<b>KOUADIO Yao Clément et ANGU Bléou Sylvain</b>	
59. Querelles entre le PDCI-RDA et les forces para politiques en Côte d'Ivoire (1958-1970) : une analyse historique .....	963-978

---

## L'INCLUSION SOCIALE À L'ÉPREUVE DU RENOUVELLEMENT URBAIN : PRODUCTION DE L'ESPACE ET JUSTICE SPATIALE À ABIDJAN

SOCIAL INCLUSION AND URBAN RENEWAL: PRODUCTION OF SPACE AND SPATIAL JUSTICE IN ABIDJAN

TAGRO Marcelle-Josée épouse NASSA<sup>1</sup>, N'GUESSAN N'Dah Konan Prince Romaric<sup>2</sup>, DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot<sup>3</sup>

<sup>1,3</sup> Institut d'Ethno-Sociologie (IES), Université Félix Houphouët-Boigny / <sup>2</sup> Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan  
E-mail : [tagronassa@gmail.com](mailto:tagronassa@gmail.com) ; [nguessanpr97@gmail.com](mailto:nguessanpr97@gmail.com) ; [droh\\_d@yahoo.fr](mailto:droh_d@yahoo.fr)

---

**Résumé :** L'Objectif de Développement Durable n°11 (ODD 11) de l'Agenda mondial 2030 vise la construction de villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Dans ce contexte, l'inclusion sociale apparaît comme un enjeu des politiques urbaines actuelles et un indicateur de la durabilité urbaine. Pourtant, des opérations de renouvellement urbain en Afrique révèlent un écart entre l'inclusion proclamée dans les discours institutionnels et celle vécue par les habitants. Cet article examine les perceptions de l'inclusion sociale dans les projets de renouvellement urbain à Abidjan. L'enquête repose sur une approche qualitative mêlant des entretiens et l'analyse d'échanges recueillis lors de panels du Salon de l'Architecture et du Bâtiment (ARCHIBAT) 2025, un événement réunissant des acteurs institutionnels, des professionnels et des participants. Les matériaux ont été traités par une analyse thématique, afin de dégager les logiques sociales, symboliques et politiques qui organisent les dynamiques de renouvellement urbain. Les résultats indiquent que le renouvellement urbain est à la fois une ressource de transformation matérielle du cadre bâti et de recomposition des relations sociales dans l'espace urbain. Ils montrent également que l'inclusion sociale fonctionne comme un ressort de légitimation de l'action urbaine, tandis que les habitants expriment un sentiment d'exclusion lié à une participation réduite aux décisions. Enfin, l'étude met en évidence la place de l'État dans la configuration de l'ordre urbain. Ces éléments soulignent les tensions entre modernisation urbaine et justice spatiale dans un contexte de promotion de l'inclusion sociale.

**Mots-clés :** Côte d'Ivoire ; Abidjan ; inclusion sociale ; renouvellement urbain ; justice spatiale.

**Abstract:** The Sustainable Development Goal 11 (SDG 11) of the 2030 global Agenda aims at building inclusive, safe, resilient and sustainable cities. In this context, social inclusion appears as a core issue of current urban policies and as an indicator of urban sustainability. However, urban renewal operations in Africa reveal a gap between the inclusion proclaimed in institutional discourse and that experienced by inhabitants. This article examines perceptions of social inclusion within urban renewal projects in Abidjan. The investigation is based on a qualitative approach combining interviews and the analysis of exchanges collected during panels at the 2025 Architecture and Building Fair (ARCHIBAT), an event bringing together institutional stakeholders, professionals and participants. The materials were processed through thematic analysis in order to identify the social, symbolic and political logics that organise urban renewal dynamics. The results indicate that urban renewal is simultaneously a resource for the material transformation of the built environment and for the recomposition of social relations in urban space. They also show that social inclusion functions as a legitimising resource for urban action, while inhabitants express a feeling of exclusion linked to their reduced participation in decisions. Finally, the study highlights the role of the State in shaping the urban order. These elements underline the tensions between urban modernisation and spatial justice in a context of social inclusion promotion.

**Keywords :** Côte d'Ivoire; Abidjan; social inclusion; urban renewal; spatial justice.

## **Introduction**

Les mutations urbaines actuelles se trouvent au cœur des dynamiques sociales, économiques et politiques qui façonnent les villes. Dans un contexte d'urbanisation rapide, les politiques de renouvellement urbain s'imposent comme des outils de modernisation, avec pour objectifs l'amélioration des infrastructures, le renforcement de l'attractivité urbaine et la prise en compte des exigences du développement durable. Ces orientations s'inscrivent dans les cadres internationaux, notamment l'Objectif de Développement Durable numéro 11 (ODD 11) de l'Agenda 2030, qui promeut des villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Dans cette optique, l'inclusion sociale devient un principe directeur des politiques urbaines contemporaines, supposant une participation équitable des habitants et un accès effectif aux ressources de la ville. Ces transformations ne relèvent toutefois pas uniquement de considérations techniques ou fonctionnelles. Les recherches fondatrices en sociologie urbaine montrent que l'espace urbain est une construction sociale, issue d'interactions entre acteurs, de rapports de pouvoir et de dispositifs institutionnels. Jacobs (1961 : 598) critique les politiques de rénovation inspirées par des approches technocratiques et modernistes, qui ont souvent désagrégé des tissus sociaux existants en négligeant les usages quotidiens et les formes d'appropriation par les habitants. La ville ne se réduit donc pas à un objet technique, elle constitue un espace social traversé par des relations, des pratiques et des significations.

Dans cette lignée, Lefebvre (1974 : 15-32) élabore la théorie de la production sociale de l'espace, selon laquelle l'espace urbain n'est pas un simple support neutre, mais le produit des rapports sociaux. Il distingue l'espace conçu, porté par les institutions et les experts, l'espace perçu, lié aux pratiques ordinaires, et l'espace vécu, façonné par les expériences et les significations. Cette perspective met en évidence que les transformations urbaines reconfigurent les rapports sociaux, en générant de nouvelles formes d'organisation spatiale et sociale. De son côté, Castells cité par Reynaud Emmanuèle (1974 : 617-626), montre que la ville constitue un lieu de confrontation entre acteurs sociaux, où se jouent des luttes autour du contrôle des ressources urbaines. L'espace urbain apparaît dès lors comme un enjeu stratégique, traversé par des rapports de pouvoir entre institutions, acteurs économiques et populations. Prolongeant cette approche, Gottdiener (1985 : 340) souligne que l'espace urbain résulte de l'interaction entre structures économiques, décisions politiques et dynamiques sociales, ce qui contribue tantôt à reproduire, tantôt à transformer les inégalités socio-spatiales. Ces transformations pèsent également sur la hiérarchisation sociale. Bourdieu (1979 : 668) met en évidence le rôle de l'espace comme support de distinction, favorisant la reproduction des inégalités et la structuration des positions sociales. Les processus de transformation redéfinissent la valeur sociale des lieux, produisant des formes de différenciation et parfois d'exclusion. Dans le même sens, Harvey (2012 : 96)

souligne que les mutations urbaines s'accompagnent d'une distribution inégale des ressources et engendrent de nouvelles inégalités socio-spatiales. L'espace urbain agit ainsi comme un instrument de régulation sociale, orienté par des logiques économiques et politiques.

Toutefois, Tagro, Lida et Bamba (2025 : 217-240) analysent la construction sociale des inégalités spatiales en milieu urbain. Ils montrent les ressources sociales de légitimation de l'ambivalence du statut social des habitants de quartiers moins « esthétiques » comme Bougounisso dans la commune d'Abobo à Abidjan, et perçus comme le reflet de la « pauvreté » urbaine. Ces auteurs positionnent le jeu d'invisibilisation et de démonstration du capital économique des habitants comme une ressource sociale pour négocier leur position dans un champ social donné. L'article postule pour une orientation des politiques urbaines prenant en compte les populations marginalisées par une requalification de leur contribution à la vie urbaine.

Par ailleurs, depuis les années 2000, plusieurs métropoles comme Abidjan, Dakar, Lagos ou Accra ont engagé des programmes de renouvellement urbain destinés à moderniser les infrastructures, améliorer l'habitat et renforcer l'attractivité économique (ONU-Habitat, 2014 : 250). À Abidjan, ces interventions s'inscrivent dans une stratégie de restructuration visant à adapter la ville aux exigences contemporaines du développement urbain. Ces dynamiques s'accompagnent toutefois de tensions sociales, notamment à la suite d'opérations de déguerpissement, de relocalisation et de valorisation foncière. De nombreuses études montrent que ces interventions peuvent produire des formes d'exclusion, en fragilisant les conditions de vie et l'accès à l'espace urbain pour certaines populations (Kassi-Djodjo et Koffi Denis, 2023 : 71-81). Les transformations contribuent ainsi à reconfigurer la composition sociale des quartiers et les hiérarchies urbaines, avec des effets différenciés selon la position sociale des acteurs. Dans ce cadre, l'inclusion sociale s'impose comme un enjeu majeur des politiques de renouvellement urbain. Elle renvoie à la fois à une finalité institutionnelle et à un impératif social, qui suppose la participation des habitants aux processus de décision et un accès réel aux ressources de la ville. Elle ne se limite toutefois pas à un horizon normatif, car elle résulte aussi de processus marqués par des rapports de pouvoir, des règles institutionnelles et des interactions entre acteurs. L'approche de la transaction sociale (M. Blanc, 2009 : 25-36) offre un outil d'analyse pour saisir ces dynamiques, en mettant l'accent sur les négociations, les conflits et les compromis qui accompagnent les transformations sociales. Les mutations urbaines apparaissent alors comme l'issue de confrontations entre des acteurs disposant de ressources inégales, qui contribuent à produire et à réorganiser les rapports sociaux. Ainsi, le renouvellement urbain se présente comme un processus ambivalent. Il participe à la modernisation de la ville tout en reconfigurant les relations sociales et les modalités d'inclusion. Il constitue un

terrain de confrontation entre diverses conceptions de la ville, à l'interface des logiques institutionnelles de planification et des logiques sociales d'appropriation de l'espace.

Dès lors, une question centrale se pose : comment les projets de renouvellement urbain à Abidjan contribuent-ils à produire, reconfigurer ou limiter l'inclusion sociale dans l'espace urbain ? À partir de cette question, cette recherche repose sur les hypothèses suivantes :

- Hypothèse 1 : le renouvellement urbain constitue un processus de production sociale de l'espace structuré par des rapports de pouvoir entre acteurs institutionnels et populations.
- Hypothèse 2 : le discours sur l'inclusion sociale constitue un registre de légitimation mobilisé par les institutions pour justifier les transformations urbaines.
- Hypothèse 3 : les projets de renouvellement urbain produisent des effets différenciés selon les positions sociales des acteurs, contribuant à la reconfiguration des hiérarchies sociales.

Pour répondre à cette problématique, l'étude s'appuie sur une démarche qualitative qui examine les discours et les représentations d'acteurs institutionnels, d'experts et d'habitants directement impliqués dans les projets de renouvellement urbain à Abidjan. Ce choix méthodologique permet de saisir les logiques sociales, les relations de pouvoir et les dynamiques d'interaction qui façonnent les transformations de l'espace urbain. L'article est structuré en trois sections. La première détaille la méthodologie mise en œuvre. La deuxième examine les résultats empiriques concernant les représentations et les logiques sociales du renouvellement urbain. La troisième discute ces résultats à partir du cadre théorique retenu.

## **1. Méthodologie**

Cette recherche mobilise une approche qualitative centrée sur l'examen des représentations sociales de l'inclusion au sein des projets de renouvellement urbain à Abidjan. Ce positionnement se justifie par l'ambition de restituer les rationalités d'acteurs et de cerner les dynamiques relationnelles qui configurent les processus de transformation urbaine. Le corpus empirique a été constitué au moyen de deux dispositifs principaux, l'analyse documentaire et des entretiens individuels semi-directifs. La revue des sources a porté sur des documents institutionnels, des rapports d'aménagement, des textes réglementaires, ainsi que sur des communications et prises de position d'acteurs engagés dans les opérations de renouvellement. Elle a permis d'analyser les politiques urbaines dans leur contexte et d'identifier les dispositifs institutionnels et normatifs qui encadrent ces projets. Les entretiens ont été conduits auprès d'un ensemble d'acteurs impliqués à des degrés divers dans les processus abidjanais de renouvellement urbain. L'échantillon

rassemble des responsables et techniciens du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, un représentant d'ONU-Habitat, des agents du Bureau National d'Études Techniques et de Développement, des architectes, des enseignants-chercheurs, ainsi que des habitants concernés par des opérations de déguerpissement et de relogement dans plusieurs communes du District d'Abidjan.

La diversification des profils relève d'un échantillonnage raisonné visant à embrasser l'hétérogénéité des positions sociales et la pluralité des points de vue sur ces projets. Les matériaux ont en outre été enrichis par l'observation et l'analyse des échanges tenus lors d'un panel organisé dans le cadre du Salon ARCHIBAT 2025, réunissant des représentants institutionnels, des professionnels de l'aménagement et des acteurs de la société civile. Ces débats ont fourni un matériau discursif public et interactionnel révélateur des registres de représentation et des rationalités d'acteurs associés à la problématique de l'inclusion sociale. La clôture de l'échantillonnage s'est appuyée sur le principe de saturation empirique, la collecte étant poursuivie jusqu'à ce que les informations recueillies deviennent redondantes et n'apportent plus d'enseignements analytiques supplémentaires. Au total, quatorze (14) personnes ont été interviewées sur la base du critère de la saturation des données (A. Pires, 1997 : 88).

Les entretiens ont été intégralement transcrits puis soumis à une analyse de contenu thématique, fondée sur un codage itératif, permettant de dégager des catégories de sens, des régularités discursives et des logiques sociales qui structurent les perceptions et représentations de l'inclusion sociale dans les projets de renouvellement urbain. Dans cette perspective, le dispositif méthodologique adopté appréhende le renouvellement urbain à la fois comme une opération technique de reconfiguration spatiale et comme un processus social au sein duquel se fabriquent, se négocient et se recomposent les rapports entre les acteurs et l'espace urbain.

## **2. Résultats**

L'exploitation du matériau empirique indique que le renouvellement urbain à Abidjan ne se laisse pas réduire à une opération techniciste de modification du bâti. Il s'agit d'un processus social traversé par des interactions entre une pluralité d'acteurs, structuré par des rapports de pouvoir, encadré par des rationalités institutionnelles et vécu de manière différenciée selon les groupes sociaux. Les résultats montrent que ces mutations coproduisent l'espace urbain, reconfigurent les relations entre protagonistes et redessinent les conditions d'accès à l'inclusion sociale. Plus précisément, l'enquête met au jour trois dynamiques structurantes. Premièrement, le renouvellement urbain doit être appréhendé comme une production sociale de l'espace, façonnée par les transactions et négociations entre institutions, experts et populations. Deuxièmement, l'inclusion sociale fonctionne principalement comme une ressource sociale mobilisée par les autorités, dont la

mise en pratique demeure traversée par des tensions, des décalages et des contradictions. Enfin, l'État occupe une position ambivalente, simultanément garant de la régulation urbaine et opérateur actif de recomposition des rapports sociaux au sein de l'espace abidjanais.

### ***2.1. Le renouvellement urbain comme processus de production sociale de l'espace***

L'analyse de cette première dimension des résultats montre que le renouvellement urbain doit être appréhendé comme un processus social au sein duquel se renégocient les rapports entre acteurs et espace urbain. Loin de se réduire à une intervention matérielle sur le bâti, il participe à la fabrication de significations sociales nouvelles, à la recomposition des positions dans l'espace social et à la redéfinition des modalités d'accès aux ressources et aménités urbaines. Les matériaux empiriques indiquent que ces mutations procèdent d'interactions entre des protagonistes dotés de ressources, d'intérêts et de capacités d'agir hétérogènes. Le renouvellement urbain se présente dès lors comme une arène de mise en tension de visions concurrentes de la ville, à l'interface des logiques institutionnelles de planification et des logiques sociales d'appropriation et d'usage des espaces urbains.

#### ***2.1.1. Le renouvellement urbain comme produit des interactions sociales et des rapports de pouvoir***

L'analyse des données collectées montre que les acteurs appréhendent le renouvellement urbain simultanément comme une nécessité et comme un produit de constructions sociales. Du point de vue institutionnel, plusieurs responsables tendent à naturaliser ces reconfigurations en les présentant comme le corollaire attendu de la dynamique d'urbanisation et des impératifs du développement contemporain. Ceci transparaît dans ce verbatim :

*« Les villes évoluent, changent, traversent des crises et se reconstruisent comme des organismes vivants » (S. D., représentant ONU-Habitat Côte d'Ivoire).*

Ainsi, cette légitimation des interventions s'inscrit dans un contexte d'étalement urbain.

À rebours, les propos des habitants et de certains professionnels dévoilent une lecture plus distanciée de ces transformations. Certains montrent un sentiment de dépossession, face aux projets de renouvellement urbain :

*« C'est vrai que la ville change, mais souvent on ne sait pas pour qui. Parfois, c'est comme si on voulait faire disparaître ce qu'on était avant » (K. P., participant, public du panel, ARCHIBAT 2025).*

Ce verbatim met en lumière une forme de relégation symbolique induite par les mutations urbaines. Le changement urbain n'est pas appréhendé comme un processus neutre, mais comme une dynamique orientée, porteuse d'effets

distributifs qui avantagent certains groupes sociaux au détriment d'autres. Cette perception se trouve consolidée par l'épreuve des modifications tangibles du cadre de vie quotidien :

*« On parle de modernisation, mais ce qu'on appelle « progrès » met souvent dehors ceux qui étaient là avant » (M. O., urbaniste, participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Ce propos montre que le renouvellement urbain s'accompagne de dynamiques de déplacement social, contribuant à la recomposition des configurations sociodémographiques urbaines. Les mutations spatiales agissent ainsi comme des leviers de reconfiguration sociale, redéfinissant les modalités et les conditions d'accès à l'espace urbain. L'écart entre les rationalités institutionnelles et les expériences vécues se manifeste également dans la manière dont les projets urbains sont perçus :

*« Les projets sont beaux sur le papier, mais ils ne prennent pas en compte l'avis des gens. Une ville, ce n'est pas que du béton, c'est des histoires et des liens » (T. R., participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Ainsi l'analyse des données collectées met en évidence une tension entre la logique instrumentale qui oriente l'ingénierie des projets urbains et l'épaisseur sociale et symbolique propre à l'espace urbain. Pour les résidents, la ville ne se réduit pas à une infrastructure matérielle ; elle se comprend comme un milieu social, configuré par des réseaux relationnels, des pratiques situées et des régimes de signification.

Les résultats de l'analyse des données indiquent que le renouvellement urbain fonctionne comme un dispositif d'intervention sociale au moyen duquel les institutions reconfigurent l'espace construit en l'alignant sur des finalités spécifiques, économiques, esthétiques ou fonctionnelles. Ces opérations produisent des morphologies spatiales participant à une redéfinition des relations sociales. Le renouvellement urbain se présente dès lors comme un champ d'interactions, de négociations et de confrontations entre catégories d'acteurs hétérogènes. Les pouvoirs publics en effet, mobilisent des ressources organisationnelles, techniques et juridiques qui autorisent une action directe sur la matérialité urbaine, tandis que les habitants s'appuient principalement sur des capitaux sociaux et symboliques pour formuler leurs perceptions, exprimer des résistances ou élaborer des stratégies d'adaptation. De telles interactions orientent les trajectoires de la transformation urbaine, en produisant des compromis, des frictions et des recompositions des rapports sociaux au sein de la ville. Si le processus se structure autour d'échanges entre acteurs, les données montrent aussi la différenciation de ses effets selon la position sociale des individus. Les reconfigurations de l'espace n'affectent pas uniformément l'ensemble des groupes : elles améliorent les conditions d'existence de certains tout en renforçant la marginalisation d'autres. Cette hétérogénéité des effets est mise en évidence par l'analyse.

### **2.1.2. Les formes différenciées du renouvellement urbain : entre transformation urbaine et exclusion sociale**

L'analyse des matériaux empiriques indique une divergence de perceptions du renouvellement urbain selon les catégories d'acteurs. Pour une partie des représentants institutionnels et des professionnels, ces interventions constituent des leviers d'amélioration du cadre bâti et de valorisation de la ville :

*« Quand on réhabilite les vieux quartiers, on redonne de la valeur à la ville, c'est bien pour l'image du pays » (B. G., participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Ces propos montrent comment les institutions articulent le renouvellement urbain à des finalités de modernisation, d'attractivité et de développement économique. Les mutations de l'espace urbain y sont envisagées comme des instruments de rehaussement de l'image urbaine et de consolidation du positionnement de la ville au sein des dynamiques économiques contemporaines.

À l'inverse, les populations directement concernées par ces opérations expriment une lecture différente :

*« Souvent, on détruit pour reconstruire, mais on ne sait jamais où vont ceux qu'on a chassés. Ce n'est pas du renouvellement, c'est de la rupture » (S. J., participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Ce verbatim présente ces politiques de déguerpissements et les relocalisations comme des outils de production des inégalités sociales. Les transformations conduites modifient les conditions d'existence, en affectant l'accès au logement, les réseaux de sociabilité et les pratiques « ordinaires ». Ceci atteste que le renouvellement urbain opère comme un processus de différenciation sociospatiale, participant à la recomposition des populations urbaines et à la reconfiguration des hiérarchies sociales dans l'espace de la ville.

### **2.2. L'inclusion sociale comme registre de légitimation et enjeu de reconfiguration des rapports sociaux**

L'examen des matériaux empiriques met au jour la centralité attribuée à l'inclusion sociale dans les répertoires institutionnels et professionnels qui accompagnent le renouvellement urbain. Positionnée en principe normatif organisateur des politiques urbaines contemporaines, elle est mobilisée comme ressource de justification des interventions spatiales et comme instrument de légitimation des reconfigurations engagées. Néanmoins, les résultats indiquent que l'inclusion sociale constitue une ressource symbolique dont l'opérationnalisation dévoile des tensions, des contradictions et des effets différenciés selon les positions sociales. Les données recueillies rendent manifeste un écart entre la définition institutionnelle de l'inclusion sociale et les modalités de son expérience et de sa perception par les populations concernées. Cette disjonction met en lumière

l'inclusion sociale comme enjeu de pouvoir, de représentation et de négociation entre les acteurs impliqués au sein des processus de renouvellement urbain.

### **2.2.1. L'inclusion sociale comme discours institutionnel et expérience sociale différenciée**

Les résultats indiquent que l'inclusion sociale occupe une place centrale dans les rhétoriques institutionnelles qui accompagnent les opérations de renouvellement urbain. Les représentants publics comme les experts réaffirment régulièrement l'ambition d'une ville inclusive, censée garantir de « meilleures conditions de vie » à l'ensemble des habitants. Cependant, les matériaux empiriques recueillis auprès des résidents et des acteurs ancrés localement mettent en lumière une lecture « nuancée » de cette « promesse d'inclusion ». Plusieurs enquêtés affirment se sentir écartés des arènes où se négocient et se tranchent les projets urbains.

*« On parle toujours d'inclusion, mais quand les projets commencent, on ne voit plus les habitants dans les réunions. C'est seulement les grandes sociétés qui sont invitées » (C. D., participant au panel, membre de la société civile, ARCHIBAT 2025).*

Ce verbatim souligne l'écart entre la participation affichée et la participation effective aux dispositifs décisionnels. Les habitants évaluent leur implication comme marginale et sans capacité d'infléchir les choix opérés. Ce constat se trouve renforcé par l'expérience même des transformations urbaines :

*« On nous consulte, mais c'est juste pour la photo. Les décisions sont déjà prises » (N. K., responsable associatif, Yopougon quartier Gesco).*

Ce verbatim traduit une perception d'instrumentalisation des procédures participatives, où la consultation relève davantage de la formalité que d'un véritable processus de co-construction des projets. Par ailleurs, ces transformations produisent des effets sur les modalités d'accès à l'espace urbain, en particulier via la revalorisation foncière et le renchérissement des coûts du logement :

*« Quand ils ont refait le quartier, tout est devenu trop cher. On dit que c'est pour améliorer, mais en réalité, c'est pour changer les gens » (Y. T., habitant déguerpi, ex-résident d'Adjamé).*

Cette observation atteste que les interventions urbaines contribuent à une recomposition sociale des quartiers, favorisant l'arrivée de groupes mieux dotés économiquement au détriment des populations précédemment installées. Dans cette perspective, l'inclusion sociale apparaît comme une expérience différenciée selon la position sociale des acteurs. Certains segments de population tirent bénéfice des mutations urbaines, tandis que d'autres en subissent les effets adverses, qu'il s'agisse de déplacements contraints, de formes de marginalisation ou d'une restriction de l'accès à certains espaces urbains.

Si l'inclusion sociale est construite en objectif des politiques urbaines, les données montrent qu'elle constitue surtout un enjeu des conditions concrètes

d'accès aux ressources de la ville. Elle ne saurait se réduire à des dispositifs formels de participation et requiert des garanties en matière d'accès au logement, aux infrastructures et aux services. Cette dimension matérielle de l'inclusion sociale s'impose ainsi comme une condition déterminante de la justice spatiale.

### ***2.2.2. La mixité sociale et l'accès aux ressources urbaines comme conditions de l'inclusion***

Les matériaux empiriques révèlent que les acteurs associent étroitement l'inclusion sociale à la double exigence d'un accès, pour des groupes sociaux hétérogènes, aux ressources urbaines et d'une coprésence dans des espaces partagés. Elle se définit dès lors comme un processus fondé sur la reconnaissance de la pluralité des situations sociales et sur la garantie d'une répartition équitable des opportunités urbaines. Cette représentation est illustrée par les verbatim suivants :

*« Si on mélange les riches et les pauvres dans les mêmes quartiers, il y aura moins de problèmes. Tout le monde aura un peu de respect pour l'autre » (G. B., habitant de Koumassi).*

*« Les logements sociaux doivent être dans les mêmes zones que les autres. Si on met les pauvres d'un côté et les riches de l'autre, ce n'est pas une vraie ville » (A. Y., urbaniste).*

*« Au Nigéria, les autorités fédérales avaient imposé une planification intégrée. Dans ce modèle, les grandes maisons alors destinées aux employeurs étaient accompagnées, sur le même site, de logements pour les employés. Contrairement à chez nous les employés sont obligés de loger à l'extérieur des maisons et même du quartier. Cela entraîne la prolifération des quartiers précaires dans nos villes, dans le souci de se rapprocher de leur lieu de travail » (A. G., architecte, Panel ARCHIBAT 2025).*

*« Dans les nouveaux immeubles, il faut penser aussi aux personnes handicapées. Quand on parle d'inclusion, ce n'est pas seulement les pauvres, c'est tous ceux qui ont du mal à vivre la ville » (B. M., membre d'association des jeunes à Yopougon).*

De fait, sur cette base, la mixité sociale se construit comme une condition d'inclusion et non pas comme un vecteur de fragmentation sociale et de reproduction des inégalités.

Les résultats attestent ainsi du lien entre inclusion et conditions matérielles d'existence. Ils impliquent un accès au logement, aux infrastructures, aux services et aux espaces publics, conditions sans lesquelles l'inclusion demeure un principe normatif dépourvu « d'effectivité ». Il en ressort que l'inclusion sociale constitue un processus multidimensionnel avec une articulation des registres social, économique et spatial. Elle s'impose comme un ressort de la cohésion collective et de la stabilité urbaine.

Si l'enjeu de l'inclusion apparaît central dans les politiques de renouvellement urbain, l'enquête met également en lumière le rôle structurant de l'État dans l'orientation, la mise en œuvre et la régulation des transformations urbaines. Cette intervention publique se révèle toutefois ambivalente, participant à la fois à l'ordonnement de l'espace urbain et à la reconfiguration des rapports sociaux qui s'y déploient.

### ***2.3. Le rôle ambivalent de l'État dans la production de l'inclusion urbaine***

Les résultats confirment la domination de l'État dans les processus de renouvellement urbain à Abidjan. En tant qu'acteur institutionnel doté de ressources juridiques, techniques et symboliques, il occupe une place structurante dans la conception, l'opérationnalisation et l'encadrement des mutations urbaines. Il exerce des fonctions de planification, de régulation et d'arbitrage des transformations de l'espace urbain, en fixant les standards, en hiérarchisant les priorités et en cadrant les modalités d'intervention sur la ville. Cependant, les matériaux empiriques indiquent que cette centralité est perçue de manière ambivalente par les acteurs. S'il est largement considéré comme indispensable à la régulation urbaine et à la préservation de l'intérêt général, l'État est également vu comme susceptible, au travers de certaines de ses pratiques, de reconduire des inégalités sociales et d'exclure des segments de population. Cette ambivalence montre que l'État se présente à la fois comme une instance de régulation et comme un vecteur de reconfiguration des rapports sociaux dans l'espace urbain.

#### ***2.3.1. L'État comme garant de la régulation urbaine et de la justice spatiale***

L'analyse empirique révèle que les acteurs confèrent à l'État un rôle nodal dans la maîtrise des mutations urbaines et la préservation de l'équité sociale. Les personnes interrogées plaident pour une intervention publique vigoureuse, à la fois pour encadrer les dynamiques de transformation et pour protéger les groupes les plus exposés. Cette orientation est explicitée par un représentant associatif qui affirme :

*« L'État doit être le garant de la justice urbaine, sinon chacun fera sa loi dans la ville » (E. T., participant, représentant d'association locale).*

Sans un État garant de la justice urbaine, la ville serait livrée à l'arbitraire de chacun. Ce propos souligne la fonction de régulation attribuée à l'État, conçu comme dépositaire de l'ordre urbain et de la justice spatiale, chargé d'assurer une allocation équitable des ressources et de contenir les dérives induites par les logiques marchandes et foncières.

Dans le même sens, plusieurs répondants insistent sur la nécessité d'un dispositif réglementaire ajusté aux réalités sociales. Un urbaniste du panel estime ainsi que le code de l'urbanisme doit s'articuler aux besoins concrets des populations :

*« Le code de l'urbanisme ne doit pas dormir dans les tiroirs, il faut qu'il vive avec les besoins des gens » (O. G., urbaniste, participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Cette position exprime l'attente d'une action publique capable d'adaptation contextuelle et de réactivité face aux demandes sociales, l'État apparaissant comme l'instance légitime pour réguler les transformations et garantir l'équité territoriale. Ces éléments indiquent que l'État dispose d'un capital symbolique de nature institutionnelle lui permettant de fixer les normes jugées légitimes en matière de transformation de l'espace urbain. Son autorité se fonde sur sa capacité à édicter et imposer des règles, à orchestrer les recompositions spatiales et à arbitrer les controverses entre parties prenantes.

Cependant, bien que l'État soit perçu comme un pilier de la régulation urbaine, les données attestent que ses interventions peuvent aussi générer des mécanismes d'exclusion et de marginalisation. Les politiques et projets portés par les institutions reconfigurent les conditions d'accès à l'espace urbain, produisant des effets différenciés selon les groupes sociaux et accentuant, dans certains cas, les inégalités d'exposition et de bénéfice.

### **2.3.2. L'État comme acteur de reconfiguration des rapports sociaux et de production des inégalités spatiales**

L'analyse met en évidence que l'action publique reconfigure simultanément les modalités d'occupation de l'espace urbain et les positions sociales des habitants. Cette dynamique produit des mécanismes d'exclusion, notamment par le biais des opérations de déguerpissement et des politiques de relocalisation. Cette lecture est explicitement formulée par les résidents, comme en témoigne ce verbatim :

*« L'État décide pour nous, mais nous, on subit. Pourtant, c'est nous qui vivons dans la ville chaque jour » (Y. K., résident à Yopougon).*

Ce propos montre un décalage structurel entre la décision institutionnelle et l'expérience vécue des populations. Les transformations urbaines y apparaissent comme des processus imposés, faiblement négociables, sur lesquels les premiers concernés disposent d'une marge d'action limitée. Les résultats confirment en outre que l'État exerce un pouvoir de mise en forme de la ville lui permettant de redéfinir les régimes d'accès aux ressources urbaines. Ce pouvoir contribue à organiser les hiérarchies socio-spatiales en conférant des avantages différenciés à certains groupes au détriment d'autres.

Les reconfigurations urbaines doivent, de ce point de vue, être appréhendées comme des instruments de régulation sociale, participant à la redistribution des populations et à la recomposition des hiérarchies. Dans ce contexte de tensions, les données soulignent la nécessité d'une participation des habitants aux processus de transformation urbaine. Cette participation constitue une condition de l'inclusion sociale et un ressort central de la légitimation des interventions publiques.

### 2.3.3. La participation et la reconnaissance comme conditions de l'inclusion urbaine

L'analyse des résultats fait apparaître la participation habitante comme une ressource de justification de l'inclusion sociale au sein des programmes de renouvellement urbain. Les personnes enquêtées insistent sur l'intégration des expériences vécues et des identités collectives dans la conduite des transformations de la ville. Ceci transparaît dans les propos d'un enquêté :

*« Moderniser, oui, mais il faut que la modernité sente encore la Côte d'Ivoire » (B. D., architecte, participant au panel, ARCHIBAT 2025).*

Ce propos illustre l'enjeu de la reconnaissance des ancrages identitaires locaux dans les mutations urbaines. Les habitants attendent que les interventions tiennent compte de leurs usages, de leurs valeurs et de leur attachement aux lieux. Dans le même sens, plusieurs répondants mettent en avant la nécessité d'une concertation à toutes les étapes des projets de transformation :

*« Quand les projets sont décidés sans concertation, on a l'impression que la ville appartient seulement aux décideurs » (K. P., participante à ARCHIBAT 2025, résidente à Grand-Bassam).*

Ce verbatim souligne que la participation conditionne la légitimation des projets urbains. Elle apparaît comme un préalable à l'inclusion sociale et à la reconnaissance des populations concernées. Il en ressort que l'inclusion sociale dépend de la capacité des institutions à associer les habitants aux dispositifs de transformation, tout en reconnaissant la validité de leurs expériences, de leurs pratiques et de leurs identités.

Au-delà des registres institutionnels et sociaux, les données mettent en lumière la portée symbolique et identitaire du renouvellement urbain. Les interventions ne se réduisent pas aux infrastructures ou au logement, elles reconfigurent aussi les significations sociales et les appartenances attachées aux espaces urbains.

## 3. Discussion

Les résultats de cette recherche établissent que le renouvellement urbain à Abidjan s'inscrit dans un processus socio-spatial structuré par des rapports de pouvoir « asymétriques », des logiques institutionnelles différenciées et des configurations d'interaction entre des acteurs inégalement dotés en ressources économiques, politiques et symboliques.

Loin de se réduire à une intervention matérielle sur le bâti ou les infrastructures, il convient de l'appréhender comme un dispositif de production sociale de l'espace qui reconfigure les relations sociales, recompose les hiérarchies symboliques et redéfinit les conditions d'inclusion et de participation à la cité.

Ces conclusions confirment, tout en les approfondissant, les cadres analytiques de la sociologie urbaine relatifs à la production sociale de l'espace, à la

justice spatiale et aux mécanismes de domination symbolique activés par les transformations urbaines. Elles apportent ainsi une compréhension des dynamiques par lesquelles les opérations de renouvellement reconfigurent à la fois les structures matérielles, les régimes de légitimité et les modalités d'accès aux ressources urbaines.

### ***3.1. Le renouvellement urbain comme processus de production sociale et politique de l'espace***

Les résultats mettent en évidence que le renouvellement urbain s'organise comme un processus complexe structuré par des interactions entre une diversité d'acteurs, incluant l'État, les experts, les organisations internationales et les populations locales. Ces interactions orientent la production de l'espace urbain selon des rationalités sociales, économiques et politiques imbriquées. Ces constats corroborent la thèse de la production sociale de l'espace, qui soutient que l'urbain ne constitue pas un simple support neutre, mais le produit de rapports sociaux historiquement situés (Lefebvre, 1974 : 15-32).

À Abidjan, les mutations observées procèdent de décisions institutionnelles, de stratégies économiques et de configurations de pouvoir, lesquelles reconfigurent les morphologies urbaines et redéfinissent les modalités d'accès à l'espace. Les résultats montrent en particulier que les institutions formulent une vision normative de la ville, arrimée à des objectifs de modernisation, d'attractivité et de valorisation. Cette projection s'inscrit dans ce que Lefebvre qualifie d'espace conçu, élaboré par les dispositifs institutionnels et l'expertise.

De plus, les habitants mobilisent des registres de représentations et des pratiques qui relèvent de l'espace vécu, structuré par les expériences quotidiennes, les pratiques et les sociabilités. Le déphasage entre ces dimensions de l'espace indique que le renouvellement urbain opère comme un lieu de confrontation entre visions concurrentes de la ville, confrontation qui contribue à reconfigurer les formes sociales et spatiales et à en redéfinir les cadres d'appropriation.

### ***3.2. Le renouvellement urbain comme instrument de reconfiguration des hiérarchies sociales***

Les résultats indiquent que le renouvellement urbain agit comme un moteur de recomposition des hiérarchies sociales au sein de l'espace urbain. Les mutations ainsi engagées n'affectent pas de manière homogène les groupes selon leur position dans l'espace social, puisqu'elles privilégient certaines catégories tout en accentuant la mise à l'écart d'autres. Ces constats s'inscrivent dans le prolongement des analyses de Bourdieu (1979 : 668) pour qui l'espace constitue un opérateur central de structuration de la stratification sociale. En modifiant les valeurs économiques et symboliques attachées aux lieux, les interventions urbaines

redéfinissent les registres de la distinction et renforcent les mécanismes de différenciation spatiale.

L'enquête montre en particulier que les politiques de revalorisation des quartiers transforment leur composition sociale, en attirant des ménages dotés de ressources économiques plus élevées, tandis qu'une partie des résidents antérieurs se voit contrainte de se retirer de ces territoires. Ces dynamiques corroborent également la perspective développée par Harvey (2012 : 96), selon laquelle les transformations urbaines orchestrent une redistribution sélective et inégale des ressources collectives, générant de nouvelles formes d'inégalités socio-spatiales. En effet, le renouvellement urbain apparaît comme un vecteur de production des inégalités spatiales au sens de Soja (2010 : 257) issues d'une allocation différenciée des ressources et des opportunités à l'échelle de la ville.

### ***3.3. L'inclusion sociale comme registre de légitimation des transformations urbaines***

Les données recueillies indiquent que l'inclusion sociale occupe une position centrale dans les énoncés institutionnels qui encadrent les opérations de renouvellement urbain. Elle apparaît cependant le plus souvent comme un impératif normatif, activé principalement pour doter les transformations urbaines d'une légitimité politique et morale.

L'outillage conceptuel du capital symbolique de l'État selon Bourdieu (1994 : 68), constitue un angle d'analyse approprié pour éclairer ces résultats. En produisant et en imposant des visions tenues pour légitimes du monde social, l'État parvient à configurer ces transformations comme à la fois nécessaires et bénéfiques à la collectivité. Dans ce cadre, la rhétorique de l'inclusion sociale opère comme un instrument de justification des interventions urbaines en les arrimant à la référence à l'intérêt général.

Néanmoins, les résultats attestent de perceptions différenciées de cette inclusion selon les acteurs, révélant un écart entre les représentations institutionnelles et les expériences sociales. Pris ensemble, ces éléments confirment que les mutations urbaines ne se réduisent pas à des dynamiques matérielles, mais relèvent également de processus symboliques qui concourent à la production et à la naturalisation d'un ordre social et spatial spécifique.

## **Conclusion**

L'article a analysé les représentations sociales et les régimes d'action qui façonnent l'inclusion au sein des programmes de renouvellement urbain à Abidjan, en s'appuyant sur une démarche qualitative. Les données ont été collectées auprès des institutions, des experts et des populations. Les analyses établissent que le renouvellement urbain ne s'apparente pas uniquement à une opération technique sur le bâti, mais à un processus social qui recompose les rapports sociaux,

reconfigure les hiérarchies symboliques et redéfinit les modalités d'accès à l'espace urbain. L'enquête confirme l'inscription du renouvellement urbain dans la production sociale de l'espace, à travers l'action d'acteurs institutionnels dotés de ressources juridiques, techniques et symboliques leur conférant la capacité d'énoncer les normes et d'imposer les formes jugées légitimes de la ville. Les reconfigurations qui en résultent redéfinissent les usages, les régimes de signification et les conditions d'appropriation, avec des effets différenciés selon la position sociale des groupes. Tandis que certains tirent profit des opportunités liées à la modernisation, d'autres subissent des dynamiques de relégation, perceptibles dans les déguerpissements, la hausse des valeurs foncières et la transformation des conditions d'accès au logement. Les résultats montrent également que l'inclusion sociale, bien que constamment mise en avant dans les politiques de renouvellement, fonctionne comme un registre de légitimation des interventions. Le décalage persistant entre les discours institutionnels et les expériences vécues des habitants révèle des tensions structurelles entre les impératifs de modernisation et les logiques sociales d'appropriation de l'espace. Dès lors, l'inclusion ne se positionne pas comme un simple idéal normatif, mais comme un processus relationnel structuré par des rapports de pouvoir, des dispositifs de négociation et des transactions entre acteurs. Parallèlement, l'étude met en évidence l'ambivalence de l'État dans ces dynamiques. Acteur central du champ institutionnel, il cumule des fonctions de planification, de régulation et d'arbitrage des trajectoires urbaines, fort d'un capital symbolique qui lui permet d'énoncer les cadres légitimes de la transformation. Dans le même temps, ses interventions contribuent à recomposer les rapports sociaux et à générer de nouvelles inégalités socio-spatiales. Cette double dynamique atteste que l'État opère simultanément comme instance de régulation et comme vecteur de reconfiguration des hiérarchies urbaines. Sur le plan théorique, l'enquête confirme la robustesse du paradigme de la production sociale de l'espace, en montrant que les transformations urbaines procèdent d'interactions entre des acteurs aux ressources asymétriques et qu'elles reconfigurent, ce faisant, les rapports sociaux. Elle met également en lumière la dimension symbolique de ces transformations, qui participent à l'institution et à la légitimation d'un ordre social et spatial spécifique. Enfin, l'approche par la transaction sociale se révèle heuristique pour appréhender les dynamiques de négociation, de conflit et de compromis qui orientent ces processus de transformation.

### Références bibliographiques

- ATKINSON Rowland, 2020, *Alpha City: How London Was Captured by the Super-Rich*, London, Verso, 256 p.
- BLANC Maurice, 2009, « La transaction sociale : genèse et fécondité heuristique », *Pensée Plurielle*, 2009/1, n° 20, p. 25-36.

- BLOKLAND Talja, 2003, *Urban Bonds: Social Relationships in an Inner-city Neighborhood*, Cambridge, Polity Press, 126 p.
- BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 668 p.
- BOURDIEU Pierre, 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 68 p.
- CHOAY Françoise, 1965, *L'urbanisme : utopies et réalités, une anthologie*, Paris, Seuil, 464 p.
- CHOAY Françoise, 1992, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Éditions du Seuil, 270 p. (2e éd., 1999).
- GIDDENS Anthony, 1987, *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Presses Universitaires de France, 474 p.
- GLASSE Robert, 1969, « M. Douglas, Purity and Danger. An Analysis of the Concepts of Pollution and Taboo », *L'Homme*, tome 9, n° 4, p. 103-104, consulté le 06/04/2026.
- GOTTDIENER Mark, 1985, *The Social Production of Urban Space*, Austin, University of Texas Press, 340 p.
- HARVEY David, 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éditions Amsterdam, 96 p.
- HONNETH Axel, 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Les Éditions du Cerf, 232 p.
- JACOBS Jane, 1961, *La mort et la vie des grandes villes américaines*, New York, Random House, 598 p.
- LEFEBVRE Henri, 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, p. 250-251.
- LEFEBVRE Henri, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, p. 15-32.
- ONU-HABITAT, 2014, *L'État des villes africaines : Réinventer la transition urbaine*, Nairobi, ONU-Habitat, 250 p.
- PIRES Alvaro, 1997, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », *Criminologue*, école de criminologie, Université d'Ottawa, Ottawa, 88 p.
- REMY Jean et VOYÉ Liliane, 1981, *Ville, ordre et violence : formes spatiales et transaction sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 238 p.
- REYNAUD Emmanuèle, 1974, « Castells Manuel, La question urbaine », *Revue française de sociologie*, 15-4, p. 617-626, consulté le 09/04/2026.
- RYAN Michael, HUTCHISON Ray et GOTTDIENER Mark, 1985, *La nouvelle sociologie urbaine*, New York, Seizième Édition, 450 p.

SOJA Edward William, 2010, *Seeking Spatial Justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 257 p.

TAGRO épouse NASSA Marcelle-Josée, LIDA Dali Serge et BAMBA Lassiné, 2025, « Des inégalités spatiales aux inégalités sociales à Bougounisso (Abidjan). Une relecture des inégalités à partir de la théorie bourdieusienne des champs », *Revue EVALU'A Experts et Évaluateurs d'Afrique*, p. 217-240.

YEBOUA Koffi Denis et KASSI-DJODJO Irène, 2023, « Dynamique urbaine et mobilité des actifs dans le quartier d'Abidjan », *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, p. 71-81.